CONTRIBUTION AU DEBAT PUBLIC
SUR LA POLITIQUE DES TRANSPORTS
DANS LA VALLEE DU RHONE ET L'ARC LANGUEDOCIEN

Nom : Toulouse
Prénom : Laurent
Organisme :
Coordonnées 9 rue Ney, 69006 Lyon
tel : 06 84 94 55 31
Lieu : Lyon
Date : 25 avril 2006

Monsieur le Président,

Je souhaite, après avoir participé à la réunion thématique du 19 avril 2006 à Lyon (palais des Congrès), vous faire parvenir quelques éléments succincts d'observation.

Diplomate français (39 ans), en poste au Ministère des Affaires étrangères depuis 1990, je me trouve actuellement en congé parental (à mes frais), résidant à Lyon, jusqu'en octobre 2006. J'ai demandé ce congé après la naissance de notre troisième enfant.

Je voudrais tout d'abord vous remercier vivement pour votre présidence et pour les réunions que vous animez [1]. Dans notre démocratie, le débat public tel que vous l'organisez et le conduisez est sans doute l'une des rares formes d'exercice véridique et réel de la responsabilité démocratique. Vous vous engagez à découvert, avec d'autres, à l'issue d'une diffusion d'informations créatrice d'attentes et d'intérêt (même si, il faut bien le reconnaître, l'affluence n'est pas au rendez-vous). Les campagnes électorales et les interventions diverses des responsables publics dans les média revêtent rarement cette qualité pédagogique et, partant, politique.

Pour un participant non expert tel que je le suis, la réunion à laquelle je viens de participer fait immédiatement apparaître un vide béant : celui de l'énonciation politique. Les 44 mesures visant à articuler une politique des transports dans le couloir rhodanien composent en effet un ensemble trop peu hiérarchisé et cohérent pour pouvoir définir une politique. La tentation est donc grande de diriger sur vous et vos collaborateurs la responsabilité de cette absence ou de ce manque. Or personne ne saurait vous faire grief de ne pas tenir ce rôle d'énonciateur. Votre commission n'a en effet ni mandat ni autorité pour orienter les choix de société des individus. Ce rôle revient exclusivement à nos responsables politiques (exécutif, législatif), dans l'exercice de leurs fonctions, lors de campagnes électorales ou référendaires (l'exemple de la Suisse ou de l'Autriche a été cité à bon escient à cet égard).

La logique du court terme, la primauté de certains intérêts industriels ou financiers nettement articulés à des intérêts d'Etat ou de puissance, le prisme électoral de nombre d'élus, le défaut de connexion entre le monde politique et celui des experts, l'argument de la qualité de la vie opposé à celui du développement durable : tout ceci ruine gravement la capacité d'anticipation et la durabilité des politiques publiques.

---

[1] J'en ai personnellement retiré le plus grand profit et tente de le faire partager à d'autres en diffusant largement les notes que j'ai prises

Pour ma part, je retiens de la réunion à laquelle j'ai participé les éléments principaux suivants :

- réalité incontournable et dangerosité du changement climatique : or il me semble que notre société n'en a pas pris conscience. Je relis personnellement la montée des préoccupations liées à l'emploi (crise du CPE) ou à l'intégration (crise des banlieues) comme un indice « par l'absurde » de cette non prise de conscience ; tout se passe en effet comme si les combats à mener concernaient exclusivement le maintien (CPE) ou la conquête (banlieues) des acquis ;

- abstention du pouvoir politique - pourtant saisi par des rapports et des enquêtes (comme vos intervenants l'ont clairement montré) - lorsqu'il s'agit d'énoncer des choix politiques et d'alerter l'opinion publique sur les menaces, ou si l'on ne veut pas pécher par alarmisme, sur les anticipations nécessaires ;

- relative simplicité des enjeux : ce fait m'a particulièrement frappé. Je m'attendais à participer à une réunion sur la situation critique (et combien malheureuse) du couloir rhodanien. Or il a été exclusivement question d'enjeux globaux me rejoignant directement en tant qu'individu. Il ne m'a pas été difficile au cours de cette réunion de passer mentalement en revue les différents aspects de mon mode de vie et de celui de ma famille. C'est une pédagogie de la catastrophe à laquelle j'ai été sensibilisé. Je considère que cet exercice a été fort bien mené : appelant à la responsabilité et à la réflexion bien davantage qu'à la peur. Je crois que l'on ne peut pas assez insister sur les avantages d'une telle présentation ;

- mise en exergue de la « responsabilité » du secteur routier : celle-ci s'est clairement dégagée des données chiffrées et des esquisses d'analyse. Pour autant, je me suis demandé si cette mise en exergue n'effaçait pas un peu rapidement les données relatives au transport de marchandises. Quoi qu'il en soit, dans tous les cas, c'est la logique du réseau mondial, son fonctionnement par branchement et donc la ruine des arrimages traditionnels de l'humain dans un espace donné qui ont été clairement illustrés. Cette question ne doit plus seulement intéresser les anthropologues mais, de manière urgente, nos responsables politiques. Permettez-moi ici de faire une diversion personnelle : en tant que diplomate j'ai reçu des instructions régulières pour plaider contre les délocalisations abusives. Or il me semble que ce phénomène est d'abord à identifier au sein de nos économies développées : la délocalisation des activités, de l'habitat, des loisirs, des déplacements y est hélas profondément ancrée (sauf pour les plus avantagés d'entre nous qui peuvent se déplacer facilement, quand ils veulent, où ils veulent et « ne voient donc pas le problème ») ;

- mise en exergue des responsabilités individuelles : là aussi les données chiffrées et les analyses ont dégagé une leçon difficile à contester. La loi du nombre se révèle cuisante : qu'il s'agisse du parc automobile ou des habitudes des ménages (consommation, déchets, habitations) on retrouve la responsabilité individuelle au cœur des logiques vicieuses d'émission surabondantes de CO^2. D'autres responsabilités, certes plus ponctuelles mais plus spectaculaires, auraient pu être pointées du doigt : il suffit d'assister aux travaux sur la voirie ou encore au nettoyage à grande eau des défections canines à Lyon pour s'interroger sur les pratiques publiques en matières de développement durable. Là où quelques hommes supplémentaires suffiraient pour déplacer rapidement des plaques de bitume, une machine travaille des heures durant pour un résultat étonnamment modeste, etc…

- existence de solutions simples : limitations de vitesse, taxe écologique, compteur de la dépense énergétique et fiscale sur véhicule particuliers, développement du vélo en ville (avec mise en concurrence des différents modes de déplacement sur la voirie et non pas

construction de pistes cyclables exclusives), plurimodalité des moyens de transports…Mais tout se passe comme si ces solutions n'avaient pas droit de cité dans le discours à la nation. Notre culture littéraire nous interdit d'aborder des thèmes aussi triviaux, mais par ailleurs nous sommes désespérément à la recherche de solutions universelles pour recréer des conditions acceptables du « vivre ensemble » ;

Pour terminer je voudrais évoquer encore deux points :

J'ai relevé que les intervenants n'avaient pas évoqué les conséquences géo-stratégiques du changement climatique. On ne peut certes tout ressaisir d'une telle problématique. Il me semble que dans un pays comme le nôtre, affligé par la perspective d'une immigration croissante, il faut prévenir notre opinion publique de l'inégalité écologique et environnementale qui s'attache à la combinaison de trois faits majeurs : démographie active des pays pauvres, poches de développement rapide parmi ces derniers impliquant une ponction supplémentaire sur les ressources naturelles, épuisement des ressources naturelles. En plus des scientifiques qui observent la ruine des écosystèmes sur le pôle nord, il faut donc aussi solliciter les diplomates, anthropologues, ethnologues et missionnaires divers qui observent la multiplication de conflits ou des mouvements humains (migrations) liés au changement climatique et à l'épuisement des ressources.

Autre élément « oublié » : l'injustice écologique ; elle frappe bien sûr collectivement les pays pauvres, mais elle concerne également les Français dans leur pré carré. L'exemple rhodanien me paraît ici riche d'enseignements. Sur le sillage des voies de transports, « étalées » dans un paysage devenu inaccessible et illisible, ce sont souvent des populations issues de l'immigration qui ont trouvé un « habitat ». Il en va de même des banlieues de nos grandes villes. Qui se prononcera avec force contre le cumul d'insatisfactions et de désolations que représente une telle situation existentielle ?

A titre personnel, permettez-moi aussi une suggestion. Ne serait-il pas adapté de dresser un constat honnête de la dégradation de l'environnement dans la vallée du Rhône au cours du XXème siècle. La vallée du Rhône comme grande victime de l'explosion des transports : cela semblait manifeste dès le dernier quart du XIXème siècle mais cela s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui (barrages, centrales nucléaires, autoroutes, TGV…). Mon propos n'est certes pas de récuser en bloc les diverses manifestations du développement humain le long de cette féconde et utile vallée, mais simplement d'en appeler à la sensibilité, au bon sens et à la générosité des responsables publics. N'ont-ils pas aussi pour tâche de devancer leurs concitoyens, de profiter de leur enracinement local (qui est un trait caractéristique de la démocratie française) pour poser clairement sur la table les termes du débat sur la politique des transports et appeler à construire un projet durable. Ne faut-il pas sortir rapidement de la logique technocratique dans laquelle sont enfermées les « 44 mesures » ? Elles ne se valent pas entre elles et doivent être hiérarchisées. Une large part du mécontentement social et individuel trouverait là un exutoire ; c'est à ce prix – c'est-à-dire en renonçant à l'égoïsme municipal, à la course du « toujours plus », à la recherche technique d'une combinaison de tous les possibles - que notre démocratie peut être vivante.

Vous remerciant de votre attention et vous souhaitant un débat riche et porteur d'avenir, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération,

Laurent Toulouse